

Comptabilité sociale et environnementale dans les entreprises au Cameroun : une analyse à partir du réseau social du dirigeant

Corporate social and environmental accounting in Cameroon: an analysis based on the ceo's social network

NGO OMAM Françoise Delphine*

Enseignante-Chercheure, Maître Assistant CAMES

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion/ Université de Ngaoundéré

Laboratoire de Recherche en Management et Ressources Humaines

Ngaoundéré-Cameroun

MAWA Eliane Jöelle

Enseignante-Chercheure, Maître Assistant CAMES

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion/ Université de Ngaoundéré

Laboratoire de Recherche en Comptabilité, Audit et Finance

Ngaoundéré-Cameroun

KANDJI Bertrand Awa

Doctorant

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion/ Université de Ngaoundéré

Laboratoire de Recherche en Comptabilité, Audit et Finance

Ngaoundéré-Cameroun

MOHAMMADOU Abdoulaye

Doctorant Enseignant-Chercheur

Institut Supérieur de Management et de l'Entrepreneuriat/ Université de Douala

Entrepreneurship, Center for Research, Entrepreneurship, Manager and Innovation in Africa (CREMIA)

Douala- Cameroun

Date de soumission : 15/03/2025

Date d'acceptation : 28/04/2025

Pour citer cet article :

NGO OMAM F. & al. (2025) «Comptabilité sociale et environnementale dans les entreprises au Cameroun : une analyse à partir du réseau social du dirigeant», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 8 : Numéro 2 » pp : 590 - 612

Résumé

L'objet de cet article est de relever la contribution du réseau social du dirigeant dans la pratique de la comptabilité sociale et environnementale (CSE). De ce fait, nous adoptons une démarche qualitative. Des entretiens semi-directifs auprès des dirigeants des entreprises industrielles du Cameroun, ont permis de collecter les informations. L'échantillonnage à choix raisonné a permis de cibler 6 dirigeants d'entreprises industrielles de la ville de Douala. Nous avons utilisé le logiciel Nvivo pour l'analyse de contenu. Les résultats montrent que le réseau social du dirigeant se manifeste dans les entreprises Camerounaises à travers la proximité relationnelle, la nature des liens sociaux, le statut social des membres et la diversité des liens. Seules les relations professionnelles des dirigeants influencent la CSE. Ces dimensions du réseau social du dirigeant influencent la CSE via le partage des informations et expériences, l'adoption des normes et standards communs, la collaboration et satisfaction des parties prenantes et l'adoption des nouvelles idées et technologies. Certaines entreprises pratiquent la CSE, tandis que d'autres ignorent tout de cette dernière. La CSE dans les entreprises industrielles camerounaises se manifeste dans le traitement des résidus et les pratiques sociales.

Mots clés : Comptabilité sociale et environnementale ; Pratiques de la comptabilité sociale et environnementale, Réseau social du dirigeant ; Ressources ; Entreprises Industrielles.

Abstract

The purpose of this article is to identify the contribution of the manager's social network in the practice of social and environmental accounting (SEA). Therefore, we adopt a qualitative approach. Semi-structured interviews with managers of industrial companies in Cameroon were used to collect information. Purposive sampling made it possible to target 6 managers of industrial companies in the city of Douala. We used Nvivo software for content analysis. The results show that the manager's social network is manifested in Cameroonian companies through relational proximity, the nature of social ties, the social status of members, and the diversity of ties. Only the professional relationships of managers influence SEA. These dimensions of the manager's social network influence CSE through the sharing of information and experiences, the adoption of common norms and standards, stakeholder collaboration and satisfaction, and the adoption of new ideas and technologies. Some companies practice CSE, while others are completely ignorant of it. CSE in Cameroonian industrial companies is manifested in waste treatment and social practices.

Keywords: Social and environmental accounting; Social and environmental accounting practices; Leader's social ties; Resources; Industrial companies.

Introduction

La comptabilité sociale et environnementale (CSE) occupe une place primordiale et s'impose progressivement, comme un outil clé de transparence, de responsabilité des entreprises. Les entreprises aux États-Unis sont soumises à des réglementations environnementales strictes. En 1970, le Congrès des États-Unis a adopté le Clean Air Act, le Clean Water Act en 1972 et le Resource conservation and Recovery Act en 1976, pour réguler la façon dont les entreprises collectent et traitent l'information environnementale et sociale. Ces réglementations obligent les entreprises à tenir compte de leur impact sur l'environnement et à mettre en place des mesures pour réduire leur empreinte écologique néfaste. De nombreuses entreprises américaines publient ainsi, des rapports environnementaux dans le cadre de leurs obligations de transparence et de responsabilité sociale.

Dans les Pays en développement et particulièrement au Cameroun, des efforts vers cette forme d'économie verte sont en marche. En 2018 et en 2019, le Cameroun a bénéficié du programme de renforcement des capacités de la Commission Économique pour l'Afrique (CEA). Ce programme a pour but l'élaboration et l'utilisation de tableaux des ressources et emplois étendus à l'environnement (TRE-EE) en Afrique. Le 15 et 16 juin 2023, le bureau sous régional de la CEA a organisé conjointement avec l'Institut National de la Statistique du Cameroun (INS), un atelier de validation du Plan National de Développement de la Comptabilité Economique et Environnementale (PNDCEE). D'après la CEA, elle constitue pour les Nations unies, un sujet important en raison de la place du développement durable dans la mise en œuvre du programme des Nations unies à l'horizon 2030. Les organisations sont obligées d'adopter les pratiques de gestion de l'environnement, d'imposer un comportement écologique aux employés et de transiter vers le statut d'organisations vertes (Zobaire, et al., 2023). Aujourd'hui et plus encore demain, la contribution positive d'une entreprise ne s'exprimera plus uniquement en termes de prospérité économique mais aussi en termes de qualité environnementale (Njaya, 2020).

Schaltegger, et al. (2016) définissent la CSE comme un système d'informations qui permet d'identifier, mesurer, prendre en compte et communiquer de manière transparente les aspects sociaux et environnementaux des activités des entreprises, afin de fournir des informations fiables, utiles et consistantes aux parties prenantes. L'analyse de la CSE met en évidence dans le cadre de cette étude trois théories à savoir : la théorie de la légitimité, la théorie des parties prenantes et la théorie de l'indépendance aux ressources. La théorie de la légitimité développée par Dowling & Pfeiffer (1975), stipule que les entreprises utilisent la CSE pour maintenir leur

légitimité et répondre aux attentes de la société. La théorie des parties prenantes considère que les entreprises ont des responsabilités envers toutes les parties prenantes (Donaldson & Preston, 1995). Elle suppose que les entreprises ne sont pas seulement responsables de leurs actionnaires, mais également de leurs impacts sociaux et environnementaux. Cette théorie inclut la transparence et la communication, la responsabilité des dirigeants et des administrateurs, la prise en compte des intérêts des parties prenantes et la contribution au développement durable. Enfin, la théorie de l'indépendance envers les ressources suggère que les entreprises cherchent à réduire leur dépendance aux ressources externes pour augmenter leur indépendance et leur autonomie (Pfeffer & Salancik, 1978).

La CSE a fait l'objet de nombreuses recherches. Certaines portent sur l'identification des relations qui peuvent exister entre ces pratiques comptables et la valeur de l'entreprise. (Du & Hu, 2021 ; Sianipar, et al., 2023). Ces auteurs soulignent que la comptabilité sociale et environnementale a un impact sur la valeur de l'entreprise, via un effet positif sur sa performance, son image et sur la confiance des investisseurs. Malgré leurs efforts, ils ne parviennent pas à prendre en compte les conséquences des informations environnementales sur d'autres variables telles que la liquidité, la rentabilité et la valeur de l'action, qui peuvent pourtant être améliorées à travers les liens tissés par les dirigeants. De plus, ces études pour la plupart, ne considèrent que les entreprises cotées en bourses. D'autres recherches se sont penchées sur la diffusion et la divulgation des informations de couleurs, sans toutefois tenir compte de la complexité des enjeux environnementaux, du coût de la divulgation ainsi que de la difficulté dans la définition des informations divulguées (Feudjo, et al., 2021 ; Ren & Song, 2023). Ces auteurs soulignent que, la communication des données sociétales est pratiquée par les entreprises dans le but de s'inscrire dans une logique d'entreprises citoyennes, et que, de façon générale, ces informations représentent des charges et des investissements pour les entreprises. Un lien a également été établi entre les pratiques comptables sociales et environnementales, et les crises sanitaires, notamment, la pandémie du COVID-19. À ce propos, des recherches relèvent que la CSE peut jouer un rôle important dans la gestion de la crise sanitaire, en facilitant la transmission de l'information et en évaluant les risques sanitaires (Ould Khesal & Derahmoune, 2021 ; Naroui, et al., 2021 ; Aissaoui et al. 2021 ; Onaran, et al., 2021). Ces recherches ont également montré que la comptabilité sociale et environnementale pourrait aider à mieux préparer les plans d'actions, à prendre des bonnes décisions et gérer les relations avec les parties prenantes. Certaines de ces recherches, n'ont pas établi de comparaison des résultats avec les entreprises qui n'ont pas mises en place des pratiques de

comptabilité sociale et environnementale. Elles se sont majoritairement focalisées sur les entreprises qui sont déjà impliquées dans la pratique de la CSE, alors que d'autres suggèrent qu'une plus grande adoption de la CSE peut aider à préparer les entreprises aux crises sanitaires. D'autres auteurs ont étudié le lien qui existe entre la CSE et le rôle du professionnel comptable dans sa conception et son implémentation (Blavier, 2019 ; Mayegle, Ngo Nguidjol, 2023). D'après ces auteurs, le professionnel comptable est en mesure de comprendre et d'analyser les impacts sociaux et environnementaux, et de fournir des conseils en matière de gestion. Ils aident les entreprises à mieux intégrer les enjeux environnementaux et sociaux dans les décisions. Ces auteurs n'ont pas établi l'impossibilité de la CSE d'être totalement impartiale. En effet, les professionnels comptables travaillent pour des entreprises privées, et dans certains cas, cela peut créer un conflit d'intérêt et entraîner un biais dans la présentation des informations. Ceci explique le faible engagement du professionnel comptable (Mayegle, Ngo Nguidjol, 2023). Les auteurs ont également établi le lien entre la CSE et la performance des entreprises (Dumay, et al., 2015). Ces recherches indiquent que la CSE est généralement associée à un bon niveau de performance des entreprises, mais il n'y a pas de consensus sur la nature de cette relation. De nombreuses recherches sur la comptabilité sociale et environnementale ont mis l'accent sur le développement durable (Alami & Khalifa, 2017 ; Amara, et al., 2021 ; Abdallah & Bouaziz, 2022). Elles considèrent que la CSE peut aider les entreprises à faire des choix de développement durable, et à intégrer ces enjeux dans leurs stratégies de développement. Ces auteurs n'ont pas défini les normes et des réglementations internationales homogènes, ce qui crée la confusion pour les entreprises qui doivent choisir les normes qui leur conviennent. Certains auteurs se sont attardés sur les facteurs ou les mobiles d'adoption de CSE (Brisson, et al., 2015 ; Lebbadi & Diallo, 2016 ; Henry, et al., 2021). Entre autres, nous pouvons citer la taille de l'entreprise, la réglementation, la pression des clients et fournisseurs, l'efficacité des systèmes comptables, la présence d'un comité environnemental, la stabilité financière, la visibilité des résultats, la capacité d'analyse, ainsi que la volonté du dirigeant, etc. Ces auteurs évoquent la volonté du dirigeant comme, l'un des déterminants dans le choix de la pratique de la CSE. A ce titre le rôle du dirigeant est déterminant dans la pratique de la CSE. Au Cameroun, la pratique de la CSE est encore en développement et les entreprises sont confrontées à des défis non négligeables, pour implémenter des systèmes de CSE. En effet, les dirigeants d'entreprise ne prennent pas leurs décisions en vase clos, mais s'appuient sur un réseau social constitué d'interactions avec divers acteurs et partenaires d'affaires, institutions publiques, associations professionnelles, ou encore membres de la société civile. Ces réseaux contribuent au partage de

nombreuses ressources, en l'occurrence, les informations, les connaissances, la diffusion des normes et standards internationaux, ainsi que l'adoption de bonnes pratiques en matière de responsabilité sociale et environnementale (Nahapiet & Ghoshal, 1998). Dans le contexte camerounais, où le cadre réglementaire est parfois contraignant et où les pressions institutionnelles varient d'un secteur à un autre, le réseau social du dirigeant semble jouer un rôle structurant dans l'implémentation de la CSE.

De nombreux auteurs ont mis en exergue des facteurs permettant d'appréhender la conduite de l'entreprise. Parmi ceux-ci, figure le réseau social du dirigeant (RSD) qui, d'après eux, influencent les relations interpersonnelles, l'accès aux ressources et la performance de l'entreprise (Rodriguez, 2010 ; Zhang et al., 2021 ; Kearney & Cogswell, 2021 ; Cai, et al., 2022). Le RSD facilite des actions d'innovation, d'intégration et d'apprentissage, qui sont des éléments clés pour le pilotage des entreprises et la CSE. Le réseau social du dirigeant qui semble être un facteur capital dans la conduite de l'entreprise n'a pas été pris en compte jusqu'ici dans l'ensemble de travaux sus-évoqués. D'après Ravasco, et al. (2019), le réseau social du dirigeant est la configuration des liens sociaux des dirigeants à travers leurs relations professionnelles qui permettent de structurer les interactions de manière plus efficace, et de créer un capital social. Malgré son affirmation en tant qu'instrument incontournable dans la quête de la performance des entreprises comme l'affirment des auteurs tels que Cai, et al. (2022), des recherches qui prennent en compte le rôle du réseau social du dirigeant dans les pratiques de CSE semblent inexistantes. D'ailleurs, l'esprit communautaire qui prévaut au Cameroun, justifie l'adhésion des dirigeants à de nombreux réseaux relationnels. Le recours au RSD dans cette recherche, pour expliquer les pratiques de la CSE semble intéressant. En outre, les pratiques de la CSE sont encore limitées dans les entreprises au Cameroun (Kamga, 2017 ; Njoumekwe 2020), ce qui rend difficile la mesure et la gestion de son impact social et environnemental dans tous les secteurs d'activité. Cet article explore comment le réseau social du dirigeant peut inciter les entreprises à adopter des pratiques de CSE ; d'où la question principale suivante : comment le réseau social du dirigeant contribue-t-il, à la comptabilité sociale et environnementale au sein des entreprises ? Cette question donne droit à plusieurs questions subsidiaires. Comment se pratique la comptabilité sociale et environnementale dans les entreprises ? Quelle est la contribution du réseau social du dirigeant dans l'adoption et la pratique de la comptabilité sociale et environnementale ? Pour répondre à ce questionnement, nous allons adopter une démarche qualitative. Des entretiens semi-directifs auprès des dirigeants des entreprises industrielles, de la ville de Douala vont nous permettre de recueillir les informations qui feront

l'objet d'une analyse de contenu grâce au logiciel Nvivo. Cette recherche s'articule sur trois points essentiels : le cadre théorique, la méthodologie, les résultats et la discussion.

1. Cadre théorique de la recherche

1.1. Approche théorique du réseau social

Le réseau social est constitué d'un ensemble d'individus connectés par divers liens sociaux qui influencent leurs interactions et comportements. L'analyse du réseau social se fait à travers les composantes relationnelle et structurelle. La composante relationnelle englobe la confiance et les normes sociales. La confiance, influence les échanges commerciaux, le partage d'informations et la coopération. Les normes sociales, d'après Fine & Weingarten (1996), définissent les comportements appropriés au sein d'un groupe, conditionnent les comportements individuels et favorisent la cohésion sociale. La composante structurelle comprend la nature des liens sociaux, la taille du réseau, sa densité, sa diversité, etc. La nature des liens sociaux, selon Durkheim (1895), repose sur la force d'attraction entre individus et peut être affective (familial, amical), professionnelle (institutionnelle) ou communautaire (basée sur des affinités culturelles). Granovetter (1973) les associe aux liens faibles et forts. La taille du réseau social, selon Simmel (1908) et Cosenza (2019), influence la qualité des interactions : les groupes restreints favorisent les relations intimes et la coopération, tandis que les groupes larges engendrent des dynamiques plus compétitives. La densité du réseau définie par Burt (1992), et Granovetter (1973) comme la proportion de liens existants, facilite la circulation des ressources et l'émergence de la confiance entre individus (Blau, 1974). Enfin, la diversité du réseau, selon Cox & Blake (1991), repose sur les différences identitaires, culturelles et professionnelles entre individus, et peut stimuler la créativité et la qualité des décisions (Bartlett, et al., 2003).

Pour comprendre les dynamiques du réseau social, plusieurs théories sont utilisées. La théorie de la centralité de Freeman (1977) analyse le rôle des individus clés dans l'accès à l'information et aux ressources. Elle permet d'identifier les acteurs stratégiques qui optimisent la circulation de l'information (Burt, 1992). La position centrale d'un individu lui confère un pouvoir d'influence et une capacité de diffusion de l'information stratégique. La théorie de la réciprocité de Gouldner (1960) repose sur l'échange mutuel de services, qui stabilise les relations sociales et assure l'équilibre des interactions. Selon Cropanzano & Ambrose (2001), elle favorise la motivation, la satisfaction, l'engagement des employés et renforçant ainsi la performance organisationnelle. Enfin, la théorie des communautés de pratiques de Wenger (1998) encourage le développement des compétences et le partage de connaissances.

La compréhension des dimensions relationnelles et structurelles des réseaux sociaux ainsi que l'application des théories associées permettent d'optimiser les interactions sociales, qu'elles soient personnelles ou professionnelles. Elles favorisent la collaboration, la confiance et l'apprentissage au sein des organisations et contribuent à l'amélioration de la performance collective et de la résilience, face aux changements environnementaux.

1.2. Les pratiques de la comptabilité sociale et environnementale

La CSE s'inscrit dans une perspective de gouvernance responsable des organisations et intègre des aspects sociaux et environnementaux aux pratiques comptables classiques. Gray & Bebbington (2010) la considèrent comme un processus d'analyse des impacts sociaux et environnementaux des activités d'une entreprise. Adams, et al. (2016) insistent sur l'intégration de ces données dans la prise de décision. Holmberg (2014) la décrit comme un système de gestion et de contrôle pour optimiser la performance environnementale et sociale. Nous la considérons comme une extension de la comptabilité financière, prenant en compte les externalités positives et négatives des entreprises sur la société et l'environnement. Contrairement à la comptabilité traditionnelle, centrée sur les flux financiers et la maximisation des richesses, la CSE intègre des données qualitatives et des horizons d'analyse à long terme (Rubinstein, 1992). Alors que la comptabilité conventionnelle se focalise sur les faits économiques juridiques et monétaires, la CSE prend en compte des événements sociaux et environnementaux, souvent difficiles à quantifier. Elle s'adresse à un public plus large, incluant toutes les parties prenantes affectées par l'activité de l'entreprise (Ngantchou, 2015).

Les outils ou pratiques de la CSE se divisent en deux grandes catégories, à savoir les outils physiques et monétaires. L'analyse du cycle de vie est une approche qui mesure les impacts environnementaux d'un produit ou service tout au long de son cycle de vie, depuis l'extraction des matières premières jusqu'à l'élimination finale. Elle recense les ressources énergétiques, les matières consommées ainsi que les rejets dans l'environnement, dans le but de les quantifier, d'évaluer leur incidence environnementale et de définir les possibilités d'amélioration. Selon Gray (2001), elle suit quatre étapes clés : définition des objectifs (identifier les facteurs de vulnérabilité environnementale), analyse de l'inventaire (quantifier les ressources consommées et les rejets générés), évaluation de l'incidence (déterminer l'impact des polluants sur l'environnement et la santé) et enfin, évaluation des améliorations (proposer des solutions pour minimiser ces impacts). D'autres pratiques de la CSE existent. Les comptes verts, qui intègrent les coûts environnementaux dans la comptabilité d'entreprise afin d'évaluer

la performance environnementale. La valeur ajoutée négative fait référence à une situation où les coûts environnementaux et sociaux d'une activité économique dépassent sa valeur économique. Le tableau de bord environnemental (TBE) est un système d'informations se présentant sous forme d'un ensemble d'indicateurs environnementaux, pour évaluer les principales améliorations réalisées, et mettre en évidence les points faibles de l'entreprise, servant de sonnette d'alarme en cas de problème. Le rapport environnemental est un document permettant de communiquer et d'informer les tiers, des efforts consentis par l'entreprise en matière de protection de l'environnement et de rendre compte des résultats obtenus. Le budget vert repose sur l'allocation de ressources financières aux initiatives écologiques de l'entreprise. Il donne une visibilité sur les efforts financiers consentis pour atteindre les objectifs environnementaux de l'entreprise.

2. Méthodologie de recherche

Cette étude s'inscrit dans une approche exploratoire. Les données ont été recueillies au moyen d'un guide d'entretien en face à face. Le guide d'entretien a eu pour principal intérêt de faciliter la conduite des entretiens en proposant un cheminement et en structurant les différents points devant être abordés. Les entretiens ont été semi-directifs et individuels. Le guide d'entretien a porté sur quatre aspects : la présentation de l'entreprise, la pratique de la CSE dans l'entreprise, le réseau social du dirigeant et enfin, son rôle dans la pratique de la CSE. Notre étude vise à analyser la contribution du réseau relationnel dans la pratique de la CSE. Pour cela, la population est constituée de dirigeants des entreprises industrielles camerounaises et particulièrement celles de la ville de Douala. Nous avons choisi la ville de Douala parce que l'activité économique et industrielle y est concentrée. Une entreprise industrielle est une entité économique qui transforme des matières premières en produits finis. Le choix de cette entreprise, tient pour plusieurs raisons. L'entreprise industrielle a un impact environnemental significatif en raison de son activité de production ; elle entretient des relations étroites avec ses parties prenantes, parmi lesquelles, les communautés locales ; elle joue un rôle capital dans la mise en œuvre des politiques environnementales et représente une partie importante de l'économie camerounaise. Tout ceci qui la rend pertinente pour étudier la CSE.

L'échantillonnage à choix raisonné a permis, grâce à des critères précis et définis, de déterminer l'échantillon. Cette méthode a contribué à étudier des cas qui sont représentatifs de la population mère. Au final, nous avons recueilli les informations auprès de 6 dirigeants

d'entreprises industrielles camerounaises. La saturation a été atteinte au quatrième entretien mais, nous en avons ajouté deux, pour nous rassurer de la non redondance des informations. Les répondants de cette étude sont responsables dans les structures de conception, fabrication, installation et maintenance des machines et pièces lourdes ; de production de ciment ; de production et de distribution des boissons. Les caractéristiques des différents entretiens réalisés sont résumées dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : Échantillon de l'étude

Entretien	Activité Principale	CSP	Durée de l'entretien	Lieu de l'entretien
Entretien 1	Fabrication des machines et pièces lourdes	Assistant dirigeant responsable HSE	34 minutes	Bureau
Entretien 2	Fabrication et distribution des produits d'entretien	Ingénieur QHSE	31 minutes	Bureau
Entretien 3	Production de différentes gammes de vins	Directeur général	37 minutes	Bureau
Entretien 4	Production et distribution des boissons	DRH	40 minutes	Bureau
Entretien 5	L'abattage et transformation des animaux en viande	Directeur Adjoint	39 minutes	Bureau
Entretien 6	Fabrication de ciment	Responsable HSE	35 minutes	Bureau

Source : Auteurs

Le tableau 1 regroupe l'activité des entreprises, le profil des personnes interrogées, ainsi le déroulement des entretiens. Nous avons eu une durée moyenne d'entretien de 38 minutes. Ces entretiens se sont déroulés dans les bureaux des interviewés.

S'agissant de l'outil mobilisé pour l'analyse des données, nous avons eu recours à l'analyse de contenu. Après retranscription intégrale des différents entretiens, le logiciel NVIVO nous a permis de réaliser les analyses et de ressortir une analyse de contenu par le biais d'une codification par phrase et d'une analyse sémantique et textuelle.

3. Les résultats de l'étude

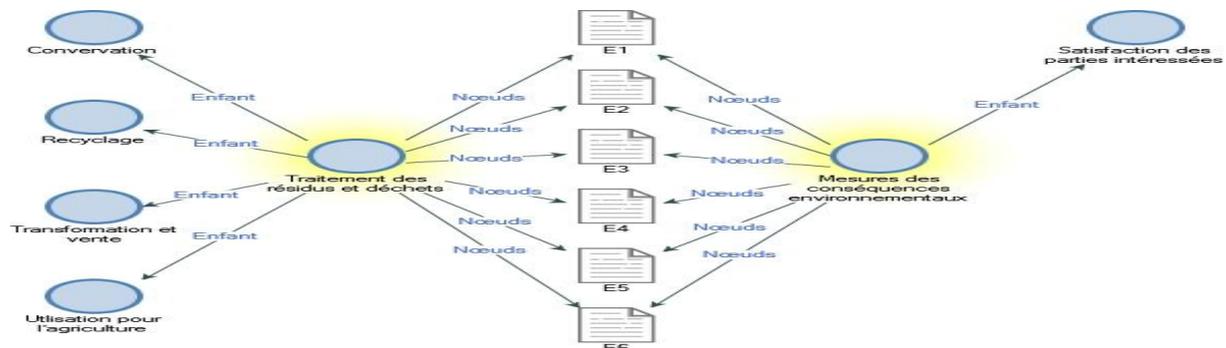
3.1. La comptabilité sociale et environnementale dans les entreprises industrielles camerounaises

Nous présentons les différentes pratiques de la CSE, mises en avant par les interviewés.

3.1.1. Traitement des résidus et déchets

Les déchets et résidus découlant du processus de production ont un impact considérable sur l'environnement. Pour y pallier, les entreprises mettent en place des moyens de traitement. La figure 1 met en évidence ces moyens.

Figure 1 : Traitement de déchets et résidus



Source : Nos analyses

La figure 1 montre que les entreprises traitent leurs déchets et résidus. Les traitements sont essentiellement liés à la conservation environnementale, au recyclage des déchets en vue de la vente ou encore de la réutilisation par l'entreprise. Comme le souligne l'un des répondant « *En ce qui concerne la mesure, généralement, on parle de chiffres. Nous ici, on ne donne pas un chiffre à ce que ça pourrait avoir comme conséquence pour la société et l'environnement. Par contre, nous utilisons un système de tonnages qui nous permet de mesurer en poids et en quantité, nos résidus et déchets, pour ensuite les vendre aux parties intéressées. Elles sont des rejets pour nous, mais des matières premières pour d'autres* (Références 5-6 - Couverture 5,47%) ».

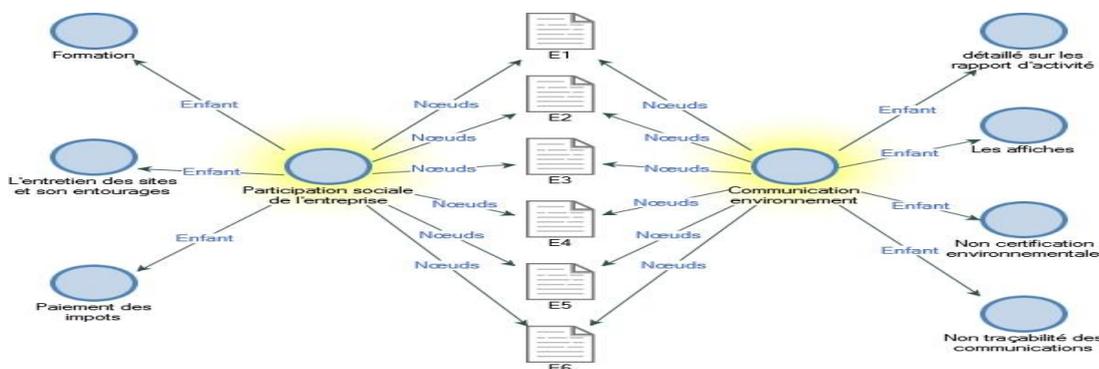
Dans ce processus de traitement, la mesure des conséquences environnementales est observée si les parties prenantes sont satisfaites. La divulgation des informations concernant le traitement des déchets et résidus est mitigée. En effet, pour certaines entreprises, la divulgation des informations n'est pas plus nécessaire, que la pratique de la RSE elle-même. Ces entreprises sont socialement responsables, mais pour le moment, la CSE n'est pas encore leur partage. Les verbatim suivants corroborent ces dires « *toute entreprise a un moment donné, dans le cadre de ses opérations, peut avoir recours à des consultants, des outils, si on peut appeler cela des ressources dans votre sens, mais je ne connais aucune ressource qui aille dans le sens de la communication de données se rapportant à l'environnement ou encore la société. Puisque que c'est bien de ça que vous parlez, des divulgations sociales. Mais pour donner une réponse qui aille dans votre sens, je dirais que dans le fait d'avoir tel ou tel personne dans son carnet d'adresse, une entreprise peut trouver son compte, seulement, en ce qui concerne votre comptabilité sociale et environnementale là, je ne saurais dire ...* (Références 18-22 - Couverture 6,16%). Par contre, pour d'autres, il s'agit de divulguer des informations sur le plan interne, à travers des rapports d'activités, les affiches et les notices.

« La communication même en interne ne se fait encore que sur des notices et des affiches, alors évaluée et puis par la suite divulguée sur nos agissements en matière de responsabilités sociale ou encore sur des pratiques de comptabilité écologiques (Références 7-8 - Couverture 3,27%). D'autres recourent à des outils précis. « Ici, nous avons un Tableau de Bord Environnemental » (Référence 7 - Couverture 0,85%). Alors ces mesures d'impacts environnementaux sont intégrées à travers ce tableau de Bord et les KPI environnementaux (Référence 8 - Couverture 0,89%).

3.1.2. Les participations sociales

Les participations sociales des entreprises industrielles sont résumées dans la figure suivante :

Figure 2 : Les participations sociales des entreprises



Source : Nos analyses

La formation occupe une place importante comme le précise l'un des répondants : « Par rapport aux considérations sociales, l'entreprise n'étant encore qu'à ses débuts, pour rendre notre activité un peu moins risquée pour la société, nous nous assurons de la formation poussée de nos ouvriers uniquement pour l'instant. Pour la plupart, nos ouvriers sont formés et ont une bonne expérience professionnelle (Références 3-4 - Couverture 3,64%) et en ce moment, le projet en cours est d'entrer en partenariat avec l'université de Dschang pour permettre de recruter nos ouvriers et les former nous-mêmes, à leur sortie (Références 5-6 - Couverture 2,01%).

Les entreprises industrielles entretiennent leurs sites de production et les zones environnantes. Elles considèrent l'impôt comme une participation sociale qui permet aux autorités de mettre à leur disposition, d'autres avantages matériels. La communication sur les participations sociales est faite sur les affiches et les rapports de l'entreprise. De plus, la certification aux normes environnementales est obligatoire pour le secteur industriel. La plupart des entreprises industrielles, est à la quête des certifications pour bien statuer sur les questions

environnementales.

Nous pouvons également noter que le budget vert n'est pas, jusqu'à présent, une priorité pour ces entreprises. Elles participent selon les circonstances et opportunités qui se présentent. Ceci se justifie par l'avis des répondants suivant : *Il est vrai qu'en tout, ce qui concerne la protection de notre entourage industriel, nous engageons des fonds et autres, mais cela est circonstanciel. Nous ne sommes pas encore à un stade assez développé pour engager dans ce sens, des fonds préétablis pour faire face aux exigences sociales et environnementales (Référence 8 - Couverture 3,79%). Si je comprends le budget vert comme une caisse mise en place pour traiter des questions et considérations socio-environnementales, alors non, nous n'en avons pas. (Référence 9 - Couverture 1,93%).*

La CSE n'est prise en considération que par certaines entreprises. L'administration fiscale y tient pourtant. La Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) du système normal camerounais en est la preuve. En effet, la note 35 de la DSF porte sur les questions d'informations environnementales et sociales. Cette note est obligatoire pour les entreprises ayant plus de 250 employés et reste une nécessité facultative, pour les autres entreprises. Ces entreprises sont amenées à communiquer sur leur niveau de participation sur la politique environnementale, précisément, la pollution et gestion des déchets, utilisation durable des ressources, la consommation d'énergie, les mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables. Le changement climatique, protection de la biodiversité, impact territorial, économique et social de l'activité de la société sont aussi à prendre en compte. Il s'agit aussi des relations entretenues avec des personnes ou des organisations intéressées par leur activité. De tout ce qui précède, nous pouvons émettre les propositions de recherche suivante :

Proposition 1 : La diffusion et la divulgation des informations sur le traitement des résidus et déchets détermine la pratique de la CSE.

Proposition 2 : La diffusion et la divulgation sur les pratiques sociales de l'entreprise détermine la pratique de la CSE.

Ces résultats confortent plusieurs recherches qui ont établi que les entreprises au Cameroun bien qu'étant socialement responsables, tardent à implémenter la CSE (Kamga, 2017 et Njoumekwe, 2020). En réalité, d'après ISO 26000 (2010), ces entreprises ne mettent en œuvre que des initiatives pour améliorer leurs impacts sociaux et environnementaux. La DSF du système normal camerounais à sa note 35, porte sur les questions d'informations environnementales et sociales. Cette note contraint les entreprises ayant plus de 250 employés

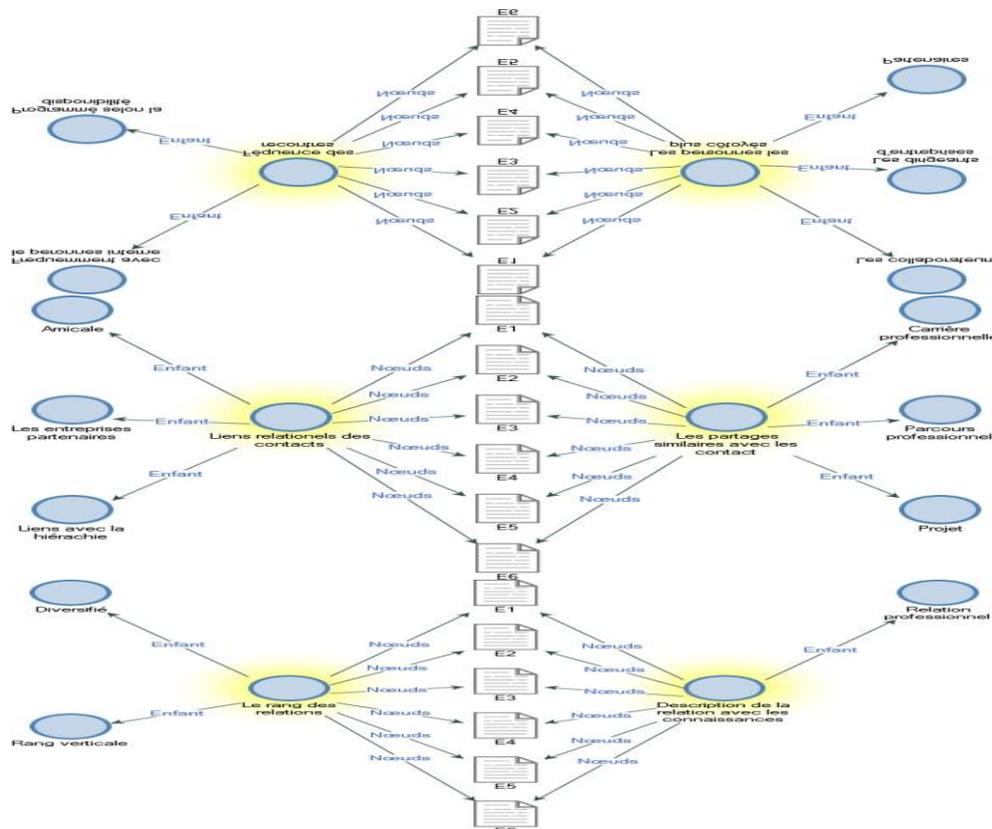
à pratiquer le CSE. Elle est nécessaire mais facultative pour les autres. Nous pensons de ce fait, que les entreprises industrielles camerounaises qui ne la pratiquent pas, sont des PME ayant un effectif inférieur à 250 employés et moins de ressources. En effet, la mise en place de la CSE peut être considérée comme trop coûteuse pour ce type d'entreprises. Ces entreprises pourraient ne pas avoir de ressources nécessaires pour mettre en place les systèmes de CSE. Il est impossible que ces entreprises ne soient pas suffisamment sensibilisées à l'importance de la CSE et que leur culture n'y soit pas orientée. Ces résultats corroborent également avec les travaux de recherche qui soutiennent que les entreprises au Cameroun pratiquent la CSE, même si cette pratique reste inobservée sur un plan purement comptable. En effet d'après Acha (2020), les entreprises au Cameroun commencent à adopter des pratiques de CSE, notamment en raison de la pression des parties prenantes et de la réglementation gouvernementale. Dans la même lancée, Mouafo (2018) soutient que certaines entreprises ont mis en place des systèmes de gestion environnementale et sociale pour réduire leur impact sur l'environnement et améliorer leur performance sociale.

Le résultat mitigé de la pratique de la CSE par les entreprises industrielles camerounaises peut être attribué à plusieurs facteurs. Les entreprises industrielles qui pratiquent la CSE ont une conscience environnementale plus élevée et opèrent le plus souvent, dans des secteurs d'activités soumis à des réglementations environnementales strictes. Ces entreprises ont une culture organisationnelle qui valorise la RSE et sont plus susceptibles de mettre en place des pratiques de la CSE. La présence des relations professionnelles dans le réseau social du dirigeant lui permet d'accéder à des informations, formation et connaissances sur les pratiques de la CSE, ce qui en retour leur permet de les mettre en place. Ces entreprises sont soumises à des pressions de leurs parties prenantes et des relations professionnelles de leur dirigeant. Ce qui les contraint à adopter des pratiques de CSE. La quête de l'amélioration de l'image de marque, de la réduction des coûts est aussi un facteur à ne pas négliger.

3.2. Le réseau social du dirigeant et son rôle dans la pratique de la comptabilité sociale et environnementale

La figure 3 présente les dimensions du réseau social et types de liens du dirigeant mis en avant dans les entreprises industrielles.

Figure 3 : Caractéristique du réseau social du dirigeant



Source : Nos analyses

Les résultats mettent en avant plusieurs dimensions du réseau social. Les relations avec les différentes personnes évoquées restent professionnelles et sont des relations sociales qui favorisent des décisions sociales et environnementales. Ces relations sont orientées vers les questions de carrière, de parcours professionnel et de projet environnemental. Les personnes en relation sont celles du même niveau hiérarchique, dont la relation de partenariat est exigée. La fréquence des relations est programmée pour les relations externes et très fréquente pour les relations internes. Le rang des personnes en relation est vertical et diversifié, les personnes les plus côtoyées sont les collaborateurs, les dirigeants et les partenaires.

« Le même niveau hiérarchique » renvoie à la proximité relationnelle, précisément, celle hiérarchique. Les verbatim suivants nous permettent de confirmer cela : *dans le cadre de mon travail, j'entretiens des liens avec le chef de la production, le chef du bureau d'étude, et autres, puis en externe, je peux citer les cadres au sein de l'organisation des nations unies pour le développement industriel, le dirigeant de l'AIVDP, HYSACAM, COCAM et bien d'autres, mais je ne peux pas vous donner des noms* (Répondant A). En effet, les dirigeants côtoient d'autres dirigeants d'entreprises occupant les mêmes fonctions et assumant les mêmes responsabilités.

Les liens sont davantage professionnels que familiaux ou amicaux. « *Nos relations sont purement professionnelles* (Répondant C). *Moi je préfère toujours me limiter au plan professionnelle* (Répondant E).

« La nature des liens sociaux » est relevée à travers les liens forts qui se manifestent dans le travail par une forte fréquence de rencontre. « Pour ce qui est du statut social des membres » du réseau, il se manifeste dans les résultats par le rang des personnes côtoyées par les dirigeants. Les verbatim suivant corroborent cela : *Pour les catégories socio-professionnelles, ou même rang social si vous préférez, pour la plupart, ce sont des personnes presque toujours du même niveau que moi avec qui je traite directement. Comme exemple, des chefs des différents services en interne, et en externe il s'agit des hauts cadres avec qui j'ai des projets en commun* (répondant A). En effet, ces derniers échangent beaucoup avec d'autres dirigeants, partenaires d'affaires et parfois avec des collaborateurs. *Comme je l'ai déjà peut-être mentionné plus au cours de notre échange, dans le cadre de mon travail, j'échange beaucoup avec mes collaborateurs, mes partenaires cadres dont je ne peux pas citer les noms, et certains dirigeants d'organisations à l'international* (Répondant A). Un réseau social « vertical et diversifié » signifie que le réseau est structuré hiérarchiquement avec plusieurs niveaux de relations, et qu'il est composé des personnes de couches sociales diverses et ayant des caractéristiques, des expériences et des perspectives variées. « *Les rangs sociaux, interviennent au besoin, en fonction des exigences circonstanciées. C'est diversifié en fait* » (Répondant B).

La CSE permet de mesurer et de rendre compte des pratiques sociales et environnementales de l'entreprise. Le réseau social, qu'il soit formel ou informel permet aux dirigeants, de partager de nombreuses ressources, en l'occurrence, des informations, des expériences, des connaissances et des meilleures pratiques de CSE. Ces échanges facilitent l'adoption de normes et de standards communs, ce qui est essentiel pour la comparabilité et la crédibilité des rapports de CSE. D'ailleurs, les entreprises camerounaises s'orientent aujourd'hui, vers la recherche des certifications environnementales. En effet, la présence dans le réseau social du dirigeant d'un certain type de lien, la contraint à adopter non seulement des comportements responsables, mais aussi, à pratiquer, la CSE.

Le réseau social facilite la collaboration entre différentes organisations, telles que les entreprises, les agences gouvernementales. Ces collaborations peuvent mener à des initiatives conjointes, comme des projets de recherche, des partenariats pour le développement durable, ou des programmes de responsabilité sociale d'entreprise (RSE) intégrés. Le réseau social du dirigeant, à travers ses dimensions suscitées, permet à l'entreprise de mieux comprendre et de

répondre aux attentes de ses parties prenantes. En intégrant les feedbacks et les préoccupations de ces parties prenantes dans la CSE, l'entreprise industrielle améliore sa transparence, sa responsabilité et renforce sa légitimité et sa réputation. Les interactions sociales avec des experts, des régulateurs et des organisations de la société civile facilitent le développement des rapports de CSE crédibles et fiables. La validation par des tiers et la certification des pratiques de CSE sont facilitées par les relations sociales. La présence des relations professionnelles dans le réseau social du dirigeant la contraint à pratiquer la CSE. Le réseau social du dirigeant est une source d'innovation des pratiques de développement durable et de CSE. En effet, la participation à des réseaux de développement durable ou à des groupes de réflexion permet à l'entreprise d'acquérir de nouvelles idées, technologies et méthodes qui peuvent être intégrées dans ses pratiques de CSE. Les verbatim qui suivent attestent cela « *Notre réseau social nous permet à travers nos collaborations, d'être informés sur les informations sociales et environnementales et de travailler avec des partenaires de confiance* » (Référence 4-2- Couverture 6,12%). Cet autre répondant le soutient aussi : *Nos parties prenantes étant dans une certaine mesure notre priorité, nous devons apprendre des autres et améliorer nos pratiques relatives à la prise en compte des données sociales et environnementales pour répondre à leurs besoins* (Référence 5 - Couverture 6,58%). Le réseau social du dirigeant dans ce sens, pourrait aussi offrir des opportunités de formation continue et de développement professionnel pour les comptables. Le réseau social joue un rôle fondamental dans la pratique de la comptabilité sociale et environnementale. Ils facilitent le partage de connaissances, la collaboration, l'engagement des parties prenantes, le développement de la légitimité, l'innovation et la formation continue. Pour maximiser les bénéfices du réseau, il est essentiel que les professionnels de la comptabilité en tirent profit, soient activement impliqués et participent régulièrement à ces échanges. Un avis qui est bien partagé par l'un des répondants : *Je ne parlerais pas d'influence, bah la non, on peut parler d'apport dans la mesure ou au quotidien, on rencontre des personnes et tout particulièrement dans le cadre du travail, des personnes qui, d'une manière ou d'une autre, nous amènent à prendre conscience de nos exigences environnementales ou encore par rapport aux préoccupations sociales.* (Répondant B - 32 ans - ingénieur QHSE).

Ce résultat corrobore avec plusieurs recherches qui ont établi que le réseau contribue au partage de nombreuses ressources, en l'occurrence, les informations, les connaissances, la diffusion des normes et standards internationaux, ainsi que l'adoption de bonnes pratiques en matière de responsabilité sociale et environnementale (Nahapiet & Ghoshal, 1998).

À partir de ces résultats, nous pouvons émettre les propositions de recherche suivantes :

Proposition 3 : Le réseau social du dirigeant détermine le partage des ressources facilitant les meilleures pratiques de CSE et la satisfaction des parties prenantes.

Proposition 4 : La présence dans le réseau social du dirigeant de relations professionnelles, l'engagement dans le respect des normes sociales et environnementales, dans une perspective de certification.

Conclusion

Cette recherche a étudié à travers une étude qualitative, l'apport du réseau social du dirigeant dans la pratique de la comptabilité sociale et environnementale. Nous avons pour cela, mené des entretiens semi-directifs auprès de six dirigeants d'entreprises industrielles de la ville de Douala, au Cameroun. L'analyse de contenu a permis d'aboutir à des résultats pertinents grâce au logiciel Nvivo. Seules les relations professionnelles du réseau social du dirigeant agissent sur la pratique de la CSE, grâce aux informations, expériences, connaissances et pratiques de CSE partagées au sein dudit réseau. Sur le plan théorique, cette recherche permet d'enrichir la littérature sur la CSE, en précisant le rôle des liens sociaux sur cette dernière. Sur le plan managérial, cette recherche pourrait améliorer la compréhension de la pratique de la CSE en permettant aux dirigeants de s'axer sur les dimensions du réseau social du dirigeant susceptibles de faciliter l'accès aux ressources et à la CSE. Les dirigeants d'entreprises devraient prendre en compte l'importance du réseau social dans la pratique de la CSE. Les entreprises industrielles doivent sensibiliser et former leurs dirigeants et employés sur l'importance de la CSE et mettre en place des systèmes de CSE pour leur performance sociale et environnementale. Elles doivent également communiquer sur leur performance sociale et environnementale. La principale limite de cette recherche est liée à la généralisation des résultats. En effet, bien que les entreprises industrielles soient majoritaires dans la ville de Douala, il aurait été intéressant d'explorer d'autres villes du Cameroun. Une collecte dans les autres villes permettrait sans doute, d'aboutir à des résultats plus intéressants. En outre, une taille plus élevée de l'échantillon ne ferait qu'apporter plus de contenu et d'assurance aux résultats. Au regard de ces limites, il serait intéressant de poursuivre cette étude en la triangulant à une étude quantitative. Celle-ci consisterait à recourir à un échantillon plus grand et représentatif. Pour cela, nous pensons qu'il serait judicieux de mener une étude quantitative sur la contribution du réseau social à la comptabilité sociale et environnementale des entreprises au Cameroun. Par ailleurs, une

recherche sur les défis de la comptabilisation des informations sociales et environnementales dans les entreprises au Cameroun serait intéressante.

Bibliographie

- Abdallah, O., et Bouaziz, A. (2022). La comptabilité environnementale et sociale dans la performance économique des entreprises. *Actes de l'institut sciences de l'entreprise*, 42(2), 509-522.
- Adams, C. A., Frost, G. R., et Webber, W. (2016). *Sustainability reporting and performance management. Accounting, Auditing et Accountability Journal*, 29(1), 1-22.
- Aissaoui, G., Boulghak, S., Chemli, S., et Ennadili, A. (2021). La pandémie de COVID-19 et l'augmentation de l'importance du dévoilement non financier : une étude empirique sur la relation entre le dévoilement de la RSE et la résilience des entreprises. *Le cahier de Management et Organisation*, 5(3), 123-136.
- Alami B. et T. Khalifa, (2017). L'incidence de la comptabilité environnementale sur le développement durable : une étude par la méthode des tableaux de bord. *Revue des Sciences Sociales*, 2017/3 (n°63), p. 101-124.
- Amara, S., Diaw, M., et Kamel, F. (2021). Comptabilité environnementale et développement durable. *Cahiers du GPRR*, 66, 161-179.
- Armstrong, M. (2009). *Handbook of human resource management practice* (11th ed.). Kogan Page.
- Barnes, J. A. (1954). Class and committees in a Norwegian island parish. *Human Relations*, 7(1), 39-58.
- Bartlett, C. A., Ghoshal, S., et Beamish, P. W. (2003). *Transnational management: Text, cases, and readings in cross-border management*. McGraw-Hill.
- Blau, P. M. (1974). *Approaches to the study of social structure*. Free Press.
- Blavier D. (2019). Comptabilité environnementale : quels enjeux pour le monde professionnel ? *Revue Française de Comptabilité, de Contrôle et de Finances Publiques*, vol.6, p. 749-760.
- Born, A. (1996). *La dynamique des réseaux sociaux*. Presses Universitaires de France.
- Bourdieu, P. (1986). The Forms of Capital. In J. Richardson (Ed.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education* (pp. 241-258). Greenwood.
- Brisson, E., Henni, I., et Frémy-Nougayrède, J. (2015). L'implantation du compte de bilan environnemental dans les PME. *Les Cahiers Du Germe*, 41(1), 7-15.
- Burt, R. S. (1992). Structural holes and good ideas. *American Journal of Sociology*, 98(6), 1379-1411.
- Cai, J., Collewaert, N., Dujardin, R., Kiese, R., Van den Bergh, P., et Lammers, H. (2022). The impact of managerial social network knowledge on leadership effectiveness. *Journal of Business Research*, 136, 278-289.
- Caillois, R. (2004). *Les jeux et les hommes*. Gallimard.
- Coleman, J. S. (1988). Social capital in the creation of human capital. *American Journal of Sociology*, 94, S95-120.
- Coleman, J. S. (1990). *Foundations of Social Theory*. Harvard University Press.
- Cosenza, R. (2019). *Social network analysis: A methodological introduction*. Sage Publications.
- Cox, T. H., et Blake, S. (1991). Managing Cultural Diversity: Implications for Organizational Competitiveness. *The Academy of Management Executive*, 5(3), 45-56.

- Cropanzano, R., et Ambrose, M. L. (2001). Procedural and Distributive Justice Are More Similar Than You Think: A Monistic Perspective and a Research Agenda. *Journal of Management*, 27(3), 311-338.
- Donaldson, T., et Preston, L.E. (1995). The stakeholder theory of the corporation: Concepts, evidence, and implications. *Academy of Management Review*, 20(1), 65-91.
- Donsimoni-Bousselmi, C. (2014). Le rôle des professionnels comptables dans la comptabilité environnementale en France, *Revue Française de Comptabilité, de Gestion et des Finances Publiques*, 2014/2, p. 265-279.
- Dowling, J., et Pfeffer, J. (1975). Organizational legitimacy: Social values and organizational behavior. *Pacific Sociological Review*, 18(1), 122-136.
- Doxey, G. V. (1984). *International taxation and multinational enterprises*. OECD Publishing.
- Du, Y., et Hu, H. (2021). Environmental Reporting and Market Value of Firms: A Meta-Analysis. *Accounting and Finance*, 61 (3), 1010-1030.
- Dumay, J., Blaabaek, M., Dupuis, B., et Paton R. (2015). From environmental management accounting (EMA) to social management accounting (SMA): How far have we come and where do we go from here? *Accounting, Auditing et Accountability Journal*, 28(4), 896-927.
- Durkheim, É. (1895). *Les règles de la méthode sociologique*. Félix Alcan.
- Elkington, J. (1997). *Cannibals with Forks: The Triple Bottom Line of 21st Century Business*. Capstone.
- Estes, R. (1976). *Corporate social accounting*. Wiley.
- Ferrary, M. (2004). The role of venture capitalists' social capital in high-tech IPOs: The case of biotechnology. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 28(6), 527-553.
- Feudjo, J., Kueda, W., Teupa, K., et Kouam, T. (2021). De la production à la diffusion d'informations de couleurs : une étude auprès des entreprises au Cameroun. *Revue Africaine de Management*, 6(3), 207-225.
- Fine, G. A., et Weingarten, R. (1996). Reputations, Trust, and Norms in Organizations. *American Journal of Sociology*, 102(2), 283-321.
- Frankel, C. (1999). *La comptabilité environnementale*. Éditions d'Organisation.
- Fraser, N. (2005). Reframing justice in a globalizing world. *New Left Review*, 36, 69-88.
- Freeman, L. C. (1977). A set of measures of centrality based on betweenness. *Sociometry*, 40(1), 35-41.
- Gao, G. (2003). Intimacy, Passion, and Commitment in Chinese and US American Romantic Relationships. *International Journal of Intercultural Relations*, 27(1), 1-17.
- Gouldner, A. W. (1960). The norm of reciprocity: A preliminary statement. *American Sociological Review*, 25(2), 161-178.
- Granovetter, M. S. (1973). The Strength of Weak Ties. *American Journal of Sociology*, 78(6), 1360-1380.
- Gray, R. (2001). Thirty years of social accounting, reporting and auditing: What (if anything) have we learnt? *Business Ethics: A European Review*, 10(1), 9-15.
- Gray, R., et Bebbington, J. (2010). *Social accounting, reporting and auditing: Beyond the rhetoric?* *Business Ethics Quarterly*, 10(4), 687-709.
- Habermas, J. (1993). *Justification and application: Remarks on discourse ethics*. MIT Press.

- Henry, L., Le Roch, D., Garcin, A., et Pascal, O. (2021). Une étude exploratoire des motivations des entreprises à adopter une comptabilité sociale et environnementale. *Comptabilité Contrôle Audit*, 25(2), 53-76.
- Hilmi, Y. (2023). Comptabilité générale: Exercices corrigés avec rappels de cours. Agence Francophone.
- HILMI, Y., ZOUINE, A., & FATINE, F. E. (2020). La mise en place d'un manuel de procédure d'application des IAS/IFRS, comme outil du contrôle interne. *International Journal of Management Sciences*, 3(2).
- Holmberg, J. (2014). *Transformative learning for sustainable development: Why and how?* Routledge.
- Kamga, P. (2017). Les entreprises camerounaises et la responsabilité sociale : une de cas. *Revue des sciences de gestion*, 50(2), 123-135.
- Kearney, M., et Cogswell, L. (2021). The importance of social network awareness to leadership. *Leadership et Organization Development Journal*, 42(4), 478-495.
- Knoke, D. (1994). *Political Networks: The Structural Perspective*. Cambridge University Press.
- Knoke, D., et Yang, S. (2009). *Social network analysis* (2nd ed.). Sage Publications.
- Latour, B. (2005). *Reassembling the social: An introduction to actor-network theory*. Oxford University Press.
- Lebbadi, R. et Diallo, C. (2016). Intégration de la comptabilité environnementale dans les rapports annuels des entreprises françaises : une étude à partir de rapports des professionnels de la comptabilité. *Comptabilité, Contrôle, Audit*, 28(3), 57-86.
- Linowes, D. F. (1972). *Creating the corporate future: Plan or be planned for*. Free Press.
- Mayegle, Ngo Nguidjol, M.S (2023). Émergence De La Comptabilité Environnementale : L'engagement et la compétence des professionnels comptables, *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 4(11), 102-119.
- Mouafo, D. (2018). La gestion environnementale et sociale dans les entreprises camerounaises : cas de la société XYZ. *Revue Camerounaise de Gestion*, 12(2), 35-50.
- Naroui, H., Elgorgri, S., et Sempagne, B., (2021). La COVID-19 et la comptabilité sociale et environnementale (CSE) : des enjeux pour les PME françaises. *Revue des Sciences de Gestion*, 4, 213-223.
- Ndongwa, L., Sonna, F.D. et Djeumene, P. (2007). Réseau social du dirigeant et performance des TPE. *La Revue des Sciences de Gestion*, n° 223, pp. 75-85.
- Ngantchou, A. (2015). *Comptabilité sociale et environnementale dans les entreprises camerounaises*. Presses Universitaires d'Afrique.
- Njaya, J.B. (2020). Le management de l'environnement par les entreprises camerounaises : coût ou avantage compétitif ? *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 3(2), 248-271.
- Njoumekwe, A. (2020). La comptabilité environnementale dans les entreprises camerounaises : un état de lieux. *Revue des sciences de gestion*, 53(1), 15-28.
- Onaran, K., Kaya, H., Tuncer, A., Sartel, I., (2021). La comptabilité sociale et environnementale dans le contexte de la pandémie COVID-19 : cas du marché d'enseignement supérieure en Tunisie. *International Journal of Sustainable Economy*, 17(3), 359-372.

- Ould Khesal, L., Derahmoune, H. (2021). Une étude de cas de comptabilité sociale et environnementale (CSE) en temps de crise : l'exemple de CETIVAL. *Les Recherches Economiques*, 4(73), 69-87.
- Parsons, T. (1951). *The social system*. Free Press.
- Pfeffer, J., et Salancik, G. R. (1978). The external control of organisations: A resources dependence perspective. *Harper et Row*.
- Pfeiffer, T. (2017). Social capital and the emergence of self-organized networked organizations. *Scientometrics*, 108 (1), 3-27.
- Programme des Nations Unis pour le développement (PNUD) (2019). Human development report 2019: beyond income, beyond averages, beyond today. New York: UNDP.
- Ravasco, S. F., Oliveira, J. G., et Coelho, D. C. (2019). The CEO's social network, subjective social status and self-affirmation: exploring the social capital building in top management teams. *Journal of Contemporary Management*, 23(4), 511-528.
- Ren, X. et Song, Y. (2023). Évaluation de l'impact de la divulgation de la comptabilité environnementale sur la performance des entreprises en Chine. *Revue d'Ingénierie et de gestion de l'Environnement*, 122(1), 1-14.
- Rodriguez J-L. 2010, les réseaux sociaux comme outils de prospection et de fidélisation client en vente Par Réunion, *Management et Avenir*, n°32, février, pp. 365-383.
- Rossman, G. (2016). *Climbing the charts: What radio airplay tells us about the diffusion of innovation*. Princeton University Press.
- Rubinstein, M. (1992). *Perfect arbitrage portfolios*. *Journal of Finance*, 47(1), 29-54.
- Schaltegger, S., Burrit, R., et Ludeke-Freud, F. (2016). The state of sustainability reporting research: A review and research agenda. *Journal of Cleaner Production*, 126, 220-235. .
- Sianipar, R. S., Lindria-nasari, U. Syaipudin, U., et Usep, S. (2023). Exploring the impact of environmental accounting on company value: a literature review. *International Journal of Asian Business and Management*, 2(6), 331-946.
- Simmel, G. (1908). *Sociologie : Études sur les formes de socialisation*. Presses Universitaires de France.
- Tarde, G. (1901). *L'opinion et la foule*. Félix Alcan.
- Turkle, S. (1995). *Life on the Screen: Identity in the Age of the Internet*. Simon et Schuster.
- Weber, M. (1922). *Économie et société*. Plon.
- Wenger, E. (1998). *Communities of practice: Learning, meaning, and identity*. Cambridge University Press.
- Yassine, H. I. L. M. I., Zahra, H. A. J. R. I. O. U. I., & Hamza, E. K. (2024). Systematic review of IPSAS standards: The introduction of IPSAS in public establishments. *Edelweiss Applied Science and Technology*, 8(5), 292-306.
- Zhang, L., Jin, X., Qian, Y., et Zhang, Y. (2021). Social network theory in management research: Trends and future directions. *Journal of Management*, 47(3), 879-904.
- Zobaie, A. S. O., AL Mansour, M.A., Abdel Hameed, M. A. H., et Awad, S. D. M. (2023). Impact réactif séquentiel la comptabilité environnementale et du comportement écologique des employés sur la performance environnementale de la banque AL- Ahli au Royaume d'Arabie Saoudite. *Migration Letters*, 13(1), 448-466.